



42, rue Stévin
B – 1000 Bruxelles
Tél. + 32 (0)2 235 05 10
Fax + 32 (0)2 230 33 34

comece@comece.org

Commission des Episcopats de la Communauté Européenne
Commission of the Bishops' Conferences of the European Community
Kommission der Bischofskonferenzen der Europäischen Gemeinschaft

Déclaration du présidium de la COMECE sur la situation actuelle de l'Union européenne

14 juin 2005

La volonté exprimée par les peuples français et néerlandais a mis en question la ratification du Traité constitutionnel et créé une situation critique pour l'UE. Toutefois, cet évènement ne signifie pas la fin de la construction européenne. Une crise peut toujours devenir une chance, à condition qu'elle soit l'occasion d'un sursaut.

Après la tragédie de la deuxième guerre mondiale, l'Union européenne a été voulue comme le fondement de la paix en Europe, du bien être et de la solidarité entre les États membres. Rappeler ceci est une source d'optimisme, surtout dans le contexte d'aujourd'hui. Après 1989, l'UE a représenté, pour les pays d'Europe centrale et orientale, un espoir de développement dans la liberté. Etablir un continent uni en paix, et qui serve le bien de ses citoyens et des hommes du monde entier, reste une mission et un devoir pour tous les responsables politiques en Europe.

L'histoire de l'intégration européenne est caractérisée par des phases successives d'hésitation et d'orientation dans la bonne direction. À présent, nous entrons dans une période de réflexion sur les prochaines étapes de ce chemin commun aux peuples et aux États de l'Europe. Tous les citoyens, et en particulier les responsables politiques et les représentants des médias, sont invités à participer. Il devient essentiel de trouver un équilibre entre l'identité nationale et le bien commun européen. Seule une souveraineté exercée en commun dans une Union de peuples et d'États peut aider à sauvegarder et à développer les identités nationales. Par là, il sera également possible de trouver une réponse aux défis de la mondialisation et d'apaiser la peur des citoyens devant ce qu'ils ressentent comme une perte de responsabilité et de contrôle sur les orientations politiques. La subsidiarité et la solidarité sont les vecteurs de l'avenir de l'Europe.

Dans l'immédiat, on peut tirer une leçon claire des referenda menés dans ces deux États fondateurs : Les citoyens ont souligné que l'Union Européenne dans son fonctionnement actuel ne répondait pas à leurs attentes. Le citoyen doit être placé au centre de la politique européenne. L'être humain est le responsable, l'inspirateur et le but de toute vie publique. La politique européenne devra réapprendre à penser pour et à partir de celui-ci. Les députés et les gouvernements, particulièrement les membres du Conseil européen qui se rassembleront les 16 et 17 juin pour une réunion importante à Bruxelles, ont le devoir de tenir compte des préoccupations des citoyens en matière de chômage, d'insécurité et d'injustices sociales. Les États de l'UE doivent répondre aux attentes et aux espoirs, aux angoisses et aux problèmes

des citoyens en tant qu'ils sont étroitement unis au sein d'une même communauté.

Ils devront aussi trouver des solutions pour améliorer le fonctionnement d'une Union européenne à vingt-cinq. Des structures plus démocratiques et transparentes doivent y avoir un rôle indispensable. Nous avons besoin d'une réalisation plus cohérente du principe de subsidiarité en Europe. Reconnaître les aspirations des citoyens et faire en sorte que toute action des Etats membres et de l'Union européenne s'en inspire, dans le cadre du bien commun, apporterait à l'Union européenne une légitimité nouvelle ; elle en aura besoin pour rester en elle-même un espace de solidarité et de paix et pour mieux servir le bien des peuples du monde entier. À l'inverse, les défis auxquels on ne trouve pas de solution au niveau national demandent une réponse européenne.

Le projet européen ne restera sur la bonne voie que si les peuples européens, et plus particulièrement les jeunes, n'apprennent pas seulement l'histoire et la tradition de leur propre nation mais également celles des autres. C'est la condition pour plus d'estime et de respect mutuel entre petits et grands Etats membres, entre anciens et nouveaux. La conscience de l'identité historique de l'Europe et de son héritage religieux commun doit être prise en compte de manière plus explicite à l'avenir. Ceci permettra aux citoyens de s'identifier plus facilement au projet européen et de faire de l'UE une authentique communauté de valeurs.

Nous appelons tous les Catholiques à s'engager pour le bien commun européen. L'expérience le montre. Loin de se réduire à une construction économique et politique, l'Union européenne repose sur des choix spirituels, intellectuels et culturels. Elle ne repose pas seulement sur l'engagement des responsables politiques. Elle dépend de l'engagement de tous. C'est pourquoi nous continuons d'encourager toutes les initiatives des paroisses, des diocèses et des mouvements en faveur d'une meilleure connaissance mutuelle à travers des jumelages, des pèlerinages et des échanges de tous genres.

Nous invitons aussi tous les responsables politiques à retrouver et à poursuivre l'esprit et l'engagement des fondateurs de l'Union européenne.

*S.E. Mgr. Josef Homeyer, évêque ém. de Hildesheim, Allemagne
(Président de la COMECE)*

*S.E. Mgr. Adrianus van Luyn, évêque de Rotterdam, Pays-Bas
(Vice-président)*

*S.E. Mgr. Hippolyte Simon, Archevêque de Clermont, France
(Vice-président)*